

STATUTS DE LA SOCIÉTÉ ANONYME MIXTE

SOCIÉTÉ DE GESTION, PROPRIÉTÉ ET SERVICES PUBLICS SAM TITRE III (PROPUBLIC)

TITRE PREMIER

FORME - DÉNOMINATION - SIÈGE SOCIAL - OBJET - DURÉE

ARTICLE 1 : FORMATION

Il est formé, par les présentes, entre les propriétaires des actions ci-après créées et celles qui pourront l'être ultérieurement une société anonyme mixte qui sera régie par les lois en vigueur de la République d'Haïti qui lui sont applicables et par les présents statuts.

ARTICLE 2 : DÉNOMINATION

La société, outre son titre légal de société anonyme mixte, prend la dénomination de « **SOCIÉTÉ DE GESTION, PROPRIÉTÉ ET SERVICES PUBLICS SAM TITRE III.** ». Elle fonctionnera sous le nom commercial « PROPUBLIC » et pourra, par la suite, être désignée par tout autre sigle choisi par le Conseil d'Administration.

ARTICLE 3 : SIÈGE SOCIAL

Le siège social et le principal établissement de la société sont établis au Cap-Haïtien, République d'Haïti. Ceux-ci pourront être transférés en tout autre endroit du territoire national, sur simple décision du Conseil d'Administration.

La société pourra établir et faire fonctionner des annexes, succursales ou bureaux dans les villes de province et/ou à l'étranger sur décision du Conseil d'Administration.

ARTICLE 4 : OBJET

La société a pour objet principal la gestion de services publics dans le domaine de l'eau potable et de l'assainissement, de la voirie, de la collecte et de la gestion des ordures, de la collecte et du traitement des eaux usées, de vidanges des fosses septiques, du nettoyage des rues et de l'urbanisation.

La société pourra, de plus, se livrer à toutes activités commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à son objet, prendre tout intérêt ou participation dans d'autres entreprises se rapportant audit objet par la création de sociétés nouvelles au moyen d'apport, de contrats, de souscription, d'achat d'obligations et autres titres. D'une manière générale, elle pourra acheter, louer, vendre,

importer, exporter, donner à gage, prendre à bail, affermer tout bien mobilier ou immobilier nécessaire à la réalisation de son objet.

Elle pourra, enfin, sans que cette énumération puisse être considérée comme exhaustive ou limitative, effectuer pour son compte ou pour le compte de tiers, tant en Haïti qu'à l'étranger, toute opération se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptible d'en faciliter le développement.

ARTICLE 5 : DURÉE

La société est formée, à compter du jour de son autorisation de fonctionnement par le Ministère du Commerce et de l'Industrie, pour une durée illimitée, sous réserve des cas de dissolution anticipée prévus par la loi et/ou les présents statuts.

TITRE II

CAPITAL SOCIAL – ACTIONS – DROITS ET OBLIGATIONS – CESSIION –

ARTICLE 6 : CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **QUATRE MILLIONS de Gourdes (4, 000,000.00)**. Il est divisé en vingt mille (20,000.00) actions de deux Cent **Gourdes (200.00)** chacune.

ARTICLE 7 : AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

Le montant du capital peut être augmenté, sur proposition du Conseil d'Administration, voté en Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, réunie à cet effet. Cette augmentation de capital pourra être réalisée soit par l'émission d'actions nouvelles soit par augmentation de la valeur nominale des actions existantes.

Les actions nouvelles seront libérées soit en numéraire, soit par des apports en nature, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles contre la société, soit par incorporation de réserves, de bénéfices, soit encore par conversion d'obligations.

ARTICLE 8 : RÉDUCTION DU CAPITAL SOCIAL

Dans l'intérêt de la société, l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires peut décider, sur recommandation du Conseil d'Administration, de la réduction du capital social, de quelque manière que ce soit, notamment par voie de rachat d'actions ou de réduction de leur valeur nominale.

Toutefois, le capital social ne peut être réduit en dessous du capital minimum requis par la loi sur les sociétés anonymes mixtes.

ARTICLE 9 : ACTIONS

Les actions entièrement libérées sont nominatives. Elles se présentent sous forme de certificats d'actions qui devront indiquer la raison sociale et/ou le nom, le nombre d'actions, la demeure, le domicile et l'adresse du propriétaire. Pour être valides, ces certificats d'actions

2 | Page

devront être signés conjointement par le Président du Conseil d'Administration et le Trésorier et, en cas d'absence de ce dernier, par le Secrétaire. Ces certificats doivent être revêtus du sceau de la société, enregistrés et timbrés, conformément à la loi.

Les numéros des actions ainsi que toutes les informations relatives aux actionnaires seront inscrits dans un registre spécial tenu à cette fin au siège social. Les transferts d'actions y seront également enregistrés.

Les certificats d'actions ne seront émis que contre libération intégrale des actions souscrites. L'actionnaire ne deviendra donc propriétaire de l'action qu'à sa libération intégrale.

Le Conseil d'Administration pourra fixer le délai et la forme du paiement des actions souscrites ou se conformer strictement à la loi régissant la matière.

ARTICLE 10 : SOUSCRIPTION DES ACTIONS

Les actions seront intégralement souscrites dans un délai de six (6) mois, à compter de la constitution de la société et payables au siège social ou en tout autre endroit désigné par le Conseil d'Administration.

ARTICLE 11 : INDIVISIBILITÉ DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles vis-à-vis de la société. En conséquence, tous les copropriétaires indivis d'une action, à quelque titre que ce soit, doivent se faire représenter, par mandat écrit, auprès de la société, par une seule et même personne.

ARTICLE 12 : DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS A L'ACTION

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre en quelque main qu'il se trouve. La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux présents statuts, à toute convention signée entre les actionnaires, aux décisions des Assemblées des actionnaires et à celles du Conseil d'Administration.

Chaque action libérée donne droit, dans la propriété de l'actif social, à une part proportionnelle au nombre d'actions constituant le capital social et à une part proportionnelle des bénéfices ce, après paiement de toutes les obligations sociales.

ARTICLE 13 : RESPONSABILITÉ ET DROITS DES ACTIONNAIRES

Les actionnaires sont responsables du passif social jusqu'à concurrence du montant des actions souscrites et dont ils sont propriétaires ; au-delà de leur mise, tout appel de fonds est interdit. Ils ne peuvent être soumis à aucune restitution d'intérêts ou de dividendes régulièrement perçus.

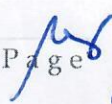
Les actionnaires devront, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux délibérations de l'Assemblée Générale des actionnaires.

Tout actionnaire pourra se faire représenter aux Assemblées par un mandataire muni d'une procuration écrite spéciale.

B/



GDA





ARTICLE 14 : CESSION - TRANSFERT D'ACTIONS

Les actions pourront être cédées librement. Ladite cession se fera par simple endossement et devra, pour être opposable aux tiers et à la société, être consignée dans le registre de la société, destinée à cet effet.

La cession ou le transfert d'actions donne droit à la participation aux bénéfices, dividendes échus et non payés ou à échoir ainsi qu'une participation au fonds de réserve.

ARTICLE 15 : PERTE, VOL OU DESTRUCTION D'ACTIONS

En cas de perte, de vol ou de destruction d'un ou de plusieurs certificat(s) d'actions, le propriétaire pourra obtenir l'émission du(es) certificat(s) de remplacement, moyennant l'accomplissement des formalités suivantes:

- notification par lettre avec accusé de réception, au siège social de la société, de la perte, du vol ou de la destruction du(es) certificat(s) d'actions et demande d'annulation du(es) certificat(s) perdu(s), volé(s) ou détruit(s) et son/leur remplacement par un (d') autre(s);
- publication d'un extrait de la susdite notification dans deux (2) quotidiens à fort tirage à Port-au-Prince, au moins deux (2) fois à intervalle de sept (7) jours entre chaque publication. La preuve de la publication de l'extrait s'établira par un dépôt au siège social des exemplaires des quotidiens dans lesquels la publication aura été faite.

Le(s) certificat(s) de remplacement devra (ont) porter la mention qu'il(s) remplace(nt) le(s) certificat(s) perdu(s), volé(s) ou détruit(s) et sera (ont) délivré(s) par la société aux propriétaires de ces actions dans un délai de trente (30) jours calendaires, à compter de l'accomplissement des formalités susdites.

Tout certificat d'actions notifié détruit, perdu ou volé sera annulé de plein droit et, en aucun cas, un actionnaire ne pourra s'en prévaloir.

ARTICLE 16 : ÉMISSION D'OBLIGATIONS CONVERTIBLES EN ACTIONS

La société pourra émettre des obligations convertibles, c'est-à-dire susceptibles d'être transformées en action de la société émettrice de l'emprunt obligataire. En pareil cas, la conversion des obligations en actions sera soumise à la procédure d'agrément par l'Assemblée Générale Extraordinaire, convoquée à cet effet.

TITRE III

ORGANES DE FONCTIONNEMENT DE LA SOCIÉTÉ – ADMINISTRATION - DIRECTION

ARTICLE 17 : ORGANES DE FONCTIONNEMENT

Les principaux organes de fonctionnement de la société sont : les Assemblées Générales (Ordinaires ou Extraordinaires) et le Conseil d'Administration.

DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

ARTICLE 18: NATURE DES ASSEMBLÉES

Les actionnaires se réunissent en Assemblées Générales qui sont qualifiées :

- i. **d'Ordinaires** : lorsque les actionnaires sont convoqués dans le cadre régulier de l'Assemblée Annuelle.
- ii. **d'Extraordinaires** : lorsque les actionnaires sont appelés à délibérer sur des questions impliquant la modification des statuts ou sur toutes autres questions qui leur sont soumises, sur proposition du Conseil d'Administration.

DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES ORDINAIRES

ARTICLE 19 : CONVOCATION - QUORUM- VOTE

L'Assemblée Générale Ordinaire, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires de la société. Elle se réunit une fois l'an, au plus tard, dans les quatre-vingt dix (90) jours suivant la clôture de l'année fiscale, à la date et à l'heure fixées par le Conseil d'Administration et mentionnées dans l'avis de convocation lequel devra indiquer la nature de l'Assemblée, l'ordre du jour, la date et le lieu de réunion

Les actionnaires sont convoqués aux Assemblées Générales Ordinaires par avis publié dans un (1) quotidien à grand tirage et/ou par lettre recommandée avec accusé de réception. Un délai d'au moins quinze (15) jours calendaires devra s'écouler entre la date de l'avis et celle fixée pour l'Assemblée. Sept (7) jours calendaires avant la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire, la société pourra faire parvenir, par lettre avec accusé de réception ou courriel, une lettre de rappel à tous les actionnaires, concernant la tenue de ladite Assemblée.

L'Assemblée Générale Ordinaire est régulièrement formée quand, suite à la première convocation, les actionnaires présents ou représentés, constituent au moins quatre vingt cinq pour cent (85%) du capital social. Si ce pourcentage n'est pas atteint, il faudra procéder à une nouvelle convocation, dans les formes ci-dessus mentionnées. Un délai minimum de sept (7) jours calendaires devra s'écouler entre la date fixée pour la première Assemblée avortée et celle de la seconde. Un quorum d'au moins soixante pour cent (60%) du capital social est requis à la seconde réunion.

L'Assemblée Générale statuera, alors, à la majorité des quatre cinquièmes (4/5) des actions présentes et/ou représentées.

Les résolutions prises par l'Assemblée Générale Ordinaire obligent tous les actionnaires, indistinctement, qu'ils soient absents ou non représentés.

ARTICLE 20 : ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour pour les Assemblées Générales Ordinaires sera inséré dans l'avis de convocation. Seules pourront être admises aux délibérations les questions y figurant.

Toutefois, tout actionnaire pourra soumettre des propositions devant figurer à l'ordre du jour de l'Assemblée, pourvu que ces propositions aient été consignées par écrit et remises au

Président du Conseil d'Administration, au moins huit (8) jours calendaires avant la tenue de ladite Assemblée.

Avant la tenue de toute Assemblée Générale Ordinaire, le Secrétaire du Conseil d'Administration dressera la liste complète des actionnaires en y mentionnant leurs noms, adresse et nombre d'actions. Cette liste sera signée de tous les actionnaires présents et/ou représentés.

ARTICLE 21: POUVOIRS

L'Assemblée Générale Ordinaire annuelle se réunit pour délibérer sur tous les points concernant les activités de la société durant l'année écoulée. Ses attributions sont de :

- i. Élire les membres du Conseil d'Administration;
- ii. Approuver les rapports financiers et le budget annuel de la société;
- iii. Décider de la répartition, l'affectation des bénéfices et dividendes, s'il y a lieu;
- iv. Fixer les prélèvements à effectuer pour la constitution du fonds de réserve de la société;
- v. Octroyer toutes autorisations et tous pouvoirs spéciaux au Conseil d'Administration;
- vi. Statuer souverainement sur toutes questions d'intérêts pour la société, et d'une manière générale, connaître de toute affaire, question de sa compétence, lors même qu'elle ne serait pas portée à l'ordre du jour.

ARTICLE 22: RÉOLUTIONS – PROCÈS-VERBAUX

Les résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire seront constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre destiné à cet effet. Les procès-verbaux, après lecture, seront signés du Président et du Secrétaire du Conseil. Les actionnaires pourront consulter le registre des procès-verbaux au siège social de la société, moyennant un préavis de sept (7) jours ouvrables.

La preuve des résolutions prises en Assemblée Générale est constituée par les copies ou extraits des procès-verbaux, certifiés sincères par le Secrétaire du Conseil d'Administration. Les extraits de ces procès-verbaux pourront être communiqués aux tiers seulement, aux fins de droit.

DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES EXTRAORDINAIRES

ARTICLE 23: CONVOCATION –QUORUM - VOTE

L'Assemblée Générale Extraordinaire d'actionnaires pourra être convoquée, à tout moment, par le Conseil d'Administration. Les avis de convocation mentionneront obligatoirement l'ordre du jour de la réunion et seront adressés aux actionnaires dans les mêmes formes et délais que ceux prévus à l'article 19, alinéas 2 et 3 des présents statuts.

Les Assemblées Générales Extraordinaires ne seront régulièrement constituées que si elles réunissent un nombre d'actionnaires représentant au moins quatre-vingt-cinq pour cent (85%) du capital social. Si ce quorum n'est pas atteint, l'Assemblée sera convoquée, à nouveau, selon les dispositions prévues à l'article 19 des présents statuts. Les résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire seront prises à la majorité des quatre cinquièmes) (4/5) des membres présents et/ou représentés.



GSA



Une séance extraordinaire de l'Assemblée pourra aussi avoir lieu, à tout moment, sans convocation, même par téléconférence ou vidéoconférence, pourvu que tous les membres de ladite Assemblée en soient informés à l'avance et que le quorum requis ait été atteint.

Les dispositions relatives à l'ordre du jour et aux procès-verbaux de l'Assemblée Générale Ordinaire seront également applicables à l'Assemblée Générale Extraordinaire.

ARTICLE 24: POUVOIRS

L'Assemblée Générale Extraordinaire connaîtra de toute question impliquant la modification ou les amendements nécessaires aux statuts de la société. Elle sera seule compétente pour :

- i. Augmenter ou réduire le capital social;
- ii. Amender les pouvoirs du Conseil d'Administration;
- iii. Modifier les statuts de la société;
- iv. Créer et émettre d'autres catégories d'actions;
- v. Approuver l'émission d'obligations convertibles en actions;
- vi. Approuver la fusion de la société avec d'autres sociétés, et
- vii. Décider de la dissolution anticipée de la société.

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

ARTICLE 25: CONSTITUTION – MEMBRES

La société est administrée par un Conseil d'Administration constitué de trois (3) membres au moins et de sept (7) membres au plus, élus par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires.

Le Conseil d'Administration de la société peut être composé d'un (1) Président, un (1) Vice-président, un (1) Trésorier, un (1) Secrétaire, et, éventuellement, de Conseillers.

ARTICLE 26: MANDAT – FONCTION

Les membres du Conseil d'Administration sont élus par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires pour une durée de deux (2) ans, renouvelable indéfiniment. Ils resteront en fonction jusqu'à l'élection de leurs successeurs.

En cas de décès, d'absence permanente, d'incapacité quelconque, de démission d'un administrateur, l'actionnaire l'ayant délégué, pourvoira à son remplacement jusqu'à la réunion statutaire de l'Assemblée Générale Il demeure entendu que ce remplaçant devra demeurer en fonction jusqu'à la désignation de son successeur.

Les membres du Conseil d'Administration ne sont responsables que de l'exécution du mandat qu'ils ont reçu. Ils ne contractent, en raison de leur gestion, aucune obligation personnelle ou solidaire relativement aux engagements de la société. Ils pourront, toutefois, être tenus responsables des conséquences de fautes graves de gestion qui pourront leur être imputables.



ARTICLE 27: CONVOCATION- QUORUM – VOTE

Le Conseil d'Administration se réunit, sur convocation du Président ou, à défaut, d'un minimum de deux (2) membres, au moins une (1) fois tous les deux (2) mois, soit au siège social soit en tout autre lieu et à la date fixée par l'avis de convocation.

La convocation sera faite par lettre avec accusé de réception. L'avis de convocation devra comporter l'ordre du jour de la réunion et être notifié aux autres membres du Conseil d'Administration par le Secrétaire, par les moyens susdits. Toute convocation aux réunions ordinaires du Conseil d'Administration devra précéder d'au moins quinze (15) jours calendaires la date de la réunion.

Une séance extraordinaire pourra aussi avoir lieu, à tout moment, sans convocation, même par téléconférence ou vidéoconférence, pourvu que tous les membres du Conseil d'Administration soient présents au lieu de la séance.

Le Conseil d'Administration n'est constitué et ne délibère valablement que s'il y a au moins la présence effective des quatre cinquièmes (4/5) de ses membres. Si cette majorité n'est pas atteinte, une nouvelle convocation sera faite et notifiée aux autres membres du Conseil d'Administration, par lettre avec accusé réception, courriel ou facsimilé, par le Président ou, à défaut, par le Vice-président, avec un nouveau délai maximum de trois (3) jours calendaires.

Les délibérations du Conseil d'Administration sont prises à la majorité simple des membres présents et/ou représentés. Chaque membre du Conseil d'Administration ne dispose que d'une (1) voix, lors même qu'il cumule deux (2) fonctions au Conseil. En cas d'égalité de voix, celle du Président est prépondérante.

ARTICLE 28: RÉOLUTIONS – PROCÈS-VERBAUX

Les délibérations et résolutions du Conseil d'Administration seront constatées et consignées dans un procès-verbal, signé par les membres présents lors des délibérations, puis retranscrites dans un registre spécial tenu au siège social de la société. Le procès-verbal de toute réunion est lu obligatoirement au début de la réunion suivante.

Les copies des procès-verbaux devront être tenues au siège social et être communiquées à tout membre du Conseil d'Administration, par lettre avec accusé de réception, courrier électronique ou facsimilé.

ARTICLE 29: POUVOIRS

Sans préjudicier aux pouvoirs propres et supérieurs de l'Assemblée Générale des actionnaires, le Conseil d'Administration jouira et exercera les pouvoirs les plus étendus pour agir dans l'intérêt et au nom de la société, dans la limite de l'objet social, tels qu'établis par les lois de la République d'Haïti, le pacte d'actionnaires, les présents statuts et les procès-verbaux des Assemblées Générales d'actionnaires. Dans les limites ci-dessus fixées, le Conseil d'Administration aura la direction et l'administration complète de la société.

8 | Page

Sans que la liste ci-dessous ne puisse être interprétée comme limitative, le Conseil d'Administration exerce notamment les pouvoirs suivants :

- . Déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un de ses membres;
- i. Approuver l'ouverture de comptes dans des banques nationales ou étrangères et désigner les personnes habilitées à signer;
- ii. Autoriser la souscription d'effets de commerce;
- iii. Approuver les règlements internes et l'organisation administrative de la société;
- iv. Donner mandat général ou spécial;
- v. Acquérir des biens meubles et immeubles au profit de la société;
- vi. Convoquer les actionnaires aux Assemblées Générales;
- vii. Recevoir des donations, avec ou sans charge;
- viii. Contracter tous emprunts, par voie de bons, obligations dont il fixera les conditions d'émission;
- ix. Proposer toute modification aux statuts, toute augmentation de capital, cession d'actions, et convoquer aux Assemblées Générales Ordinaires et Extraordinaires, à cet effet;
- x. Présenter et soumettre le rapport annuel à l'assemblée ordinaire, le bilan et le budget à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires; proposer la répartition des dividendes et fixer le pourcentage des bénéfices qui doivent être affectés aux réserves suivant le vœu de la loi et des statuts;

ARTICLE 30: DU PRÉSIDENT DIRECTEUR GENERAL (PDG)

Le Président Directeur Général, élu par l'Assemblée Générale Ordinaire, représente la société. Il dispose des pouvoirs suivants :

- i. Présider toutes les réunions des Assemblées Générales des actionnaires;
- ii. Présider les réunions du Conseil d'Administration, diriger ses travaux, faire exécuter intégralement toutes ses résolutions;
- iii. Veiller au bon fonctionnement des organes de la société;
- iv. Engager la société par les contrats et dans d'autres activités relevant de l'objet de celle-ci;
- v. Accomplir toutes les tâches qui lui sont dévolues par le Conseil d'Administration et, partant, produire des observations et adresser des rapports nécessaires au Conseil d'Administration à la plus prochaine réunion;
- vi. Représenter légalement la société en justice tant en demandant qu'en défendant;

ARTICLE 31: DU VICE-PRÉSIDENT

Le Vice-président remplit toutes les fonctions que lui assignera le Conseil d'Administration ou le Président. Il remplace le Président en cas d'absence ou sur sa demande.

ARTICLE 32: DU TRÉSORIER

Le Trésorier supervisera les activités financières de la société, dans les limites établies par les présents statuts, par les Assemblées Générales des actionnaires et par le Conseil d'Administration.

Il aura en particulier les attributions suivantes :

- . Signer avec le Président les certificats d'actions de la société;
- i. Superviser les travaux des vérificateurs internes ou externes.
- ii. Gérer le budget ainsi que la trésorerie de la société;

ARTICLE 33: DU SECRÉTAIRE

Le Secrétaire aura les attributions suivantes :

- . Rédiger et conserver les procès-verbaux des Assemblées Générales et des réunions du Conseil d'Administration et les certifier conformes;
- i. Coordonner la préparation, l'expédition et la publication des avis de convocations;
- ii. Coordonner et superviser l'organisation et la préparation des Assemblées générales et des réunions du Conseil d'Administration;
- iii. Garder le sceau de la société;
- iv. Tenir le registre des actions et noter, dans le registre à souches, les transferts desdites actions, et
- v. Accomplir toute autre tâche qui lui est conférée par la loi, les Assemblées Générales, le Conseil d'Administration et les présents statuts.

TITRE IV **OPÉRATIONS – ÉTATS FINANCIERS**

ARTICLE 34: ANNÉE FISCALE

L'année fiscale de la société commence le premier (1^{er}) octobre et se termine le trente (30) septembre de chaque année. Exceptionnellement, la première année fiscale débutera à compter de la date de l'autorisation de fonctionnement du Ministère du Commerce et de l'Industrie pour prendre fin le trente (30) septembre de la même année.

ARTICLE 35: ÉTATS FINANCIERS – VÉRIFICATION

Il sera établi à la clôture de chaque année, selon les normes internationales financières, les principes comptables généralement reconnus et en conformité avec les lois et règlements haïtiens, des états financiers contenant:

- i. Le bilan annuel indiquant l'actif et le passif;
- ii. l'état des revenus et des dépenses.

Le bilan et le compte de profits et pertes seront mis à la disposition des actionnaires au moins quinze (15) jours calendaires avant l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires.

Les états financiers de la société seront certifiés annuellement par un vérificateur externe indépendant nommé par l'Assemblée Générale Ordinaire.

La révision annuelle des états financiers se fera selon les normes internationales de vérification généralement acceptées et aura pour but de contrôler et de certifier les comptes de la

société en vue d'assurer la protection et l'information tout aussi bien des actionnaires que des tiers.

L'opinion du vérificateur externe accompagnera les états financiers et le rapport de gestion soumis aux actionnaires par le Conseil d'Administration lors de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle.

ARTICLE 36: BÉNÉFICES NETS – RÉSERVES – DIVIDENDES ET PERTES

L'Assemblée Générale Ordinaire annuelle des actionnaires déterminera le traitement des bénéfices et des pertes, conformément aux normes légales applicables en tenant compte des accords et conventions d'actionnaires en vigueur.

La distribution de dividendes ne pourra avoir lieu que si ces bénéfices sont réels et comptabilisés dans le bilan et les états financiers de la société et approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle des actionnaires.

Aucune avance sur dividende ne pourra être accordée à un actionnaire.

Les bénéfices nets s'établissent après la déduction des frais généraux d'opérations et d'administration, de la provision pour créances douteuses et/ou irrécupérables, de toutes réserves, notamment de la réserve légale, de la provision pour les impôts et taxes et de toute autre charge de la société.

L'Assemblée Générale Ordinaire, pourra décider, sur proposition du Conseil d'Administration, de la répartition du bénéfice net distribuable. Ce bénéfice peut être versé totalement ou partiellement, au prorata des actions libérées, sur déclaration de dividendes par le Conseil d'Administration et selon les modalités fixées par la loi.

Le paiement des dividendes, quels qu'ils soient, s'effectuera, sur une base annuelle, au lieu et à la date fixés par le Conseil d'Administration.

TITRE V

MODIFICATION – DISSOLUTION – LIQUIDATION – RÉOLUTION LITIGE

ARTICLE 37: MODIFICATION – DISSOLUTION – LIQUIDATION

Les présents statuts pourront être modifiés, amendés, annulés ou remplacés par de nouveaux statuts, seulement par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire, convoquée à cet effet.

Hormis les cas expressément et obligatoirement prévus par les lois en vigueur, notamment, la perte du quart du capital social, la dissolution de la société pourra être seulement décidée par une Assemblée Générale Extraordinaire, constituée par des actionnaires représentant au moins quatre vingt cinq pour cent (85%) des actions libérées du capital social.



En cas de dissolution anticipée qui surviendrait durant la période mentionnée au premier paragraphe de l'article 4 du Pacte d'Actionnaires annexé aux présents statuts, il sera procédé suivant qu'il est stipulé dans ledit article 4.

Si la décision de dissoudre intervient en dehors de la période sus indiquée, l'Assemblée Générale Extraordinaire règle le mode de liquidation, nomme deux ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et rémunération. La nomination des liquidateurs mettra fin au pouvoir du Conseil d'Administration qui devra remettre ses comptes aux liquidateurs.

En fin de liquidation, les actionnaires sont convoqués pour statuer sur le compte définitif et sur la gestion des liquidateurs afin de leur donner décharge.

ARTICLE 38: DIFFÉRENDS – MÉDIATION – CONCILIATION-

Tout différend ou litige de quelque nature survenus pendant la durée ou en cas de liquidation de la société, soit entre les actionnaires de la société, entre la Société et un ou plusieurs actionnaires ou le conseil d'administration et/ou de ses membres, qui ne peut être résolu à l'amiable, sera réglé par voie de médiation, de conciliation, et en dernier lieu par le tribunal compétent en la matière

A . La Médiation:

En cas de désaccord, chaque partie désigne un représentant. Ces représentants seront chargés de négocier de bonne foi pour régler le différend et auront pour le faire, un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la date de la dernière notification du différend par voie de notification écrite avec accusé de réception. Dans le cadre de ses fonctions, un représentant peut demander l'avis d'experts indépendants et, en général, utiliser tout mode d'instruction. La proposition des médiateurs doit être acceptée par toutes les parties pour avoir un caractère obligatoire.

B- La Conciliation:

Si la médiation échoue, le litige sera porté par devant la Chambre de Conciliation et d'Arbitrage de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Port-au-Prince qui aura une période de quarante-cinq (45) jours calendaires pour tenter de résoudre le différend par voie d'accord mutuel.



C- Le Tribunal

En l'absence d'un règlement à l'amiable du différend dans les quatre vingt dix (90) jours suivant la date de la première notification, les parties soumettront le différend à la juridiction du Tribunal compétent en la matière.

Signé au Cap-Haitien, le 17 Mai 2018.


Pour la Mairie du Cap-Haïtien

Jean Claude MONDESIR


Pour la Mairie de Limonade

Gesner DIEUDONNE


Pour la Mairie de Quartier Morin

Erick Jean BELIARD


Pour la Chambre de Commerce
et d'Industrie du Nord

Marc GEORGES


Pour l'OGDNH

Nicolas BUSSENIUS